

## A LA UNE

## La santé mentale étudiante : un enjeu sociétal

Lors du salon de l'expérience étudiante, psychiatre, directrice d'établissement, vice-présidente d'université ou responsable du service de santé étudiante ont toutes partagé le même constat : la santé mentale des étudiants s'est imposée en quelques années comme un défi majeur pour l'enseignement supérieur, obligeant les acteurs du secteur à repenser en profondeur leur rôle d'accompagnement.



**Anne Dhoquois**  
 Rédactrice en chef  
 déléguée



Les chiffres donnent le vertige. Selon un baromètre réalisé auprès d'un panel de 2 000 étudiants représentatifs de la population étudiante française, près de 60% présentent une suspicion de souffrance psychique, contre 36% dans la population générale. « L'écart est considérable et révèle une vulnérabilité particulière du public étudiant », souligne Armelle Dujardin Vorillon, directrice des études et de l'expérience étudiante à l'IESEG, qui a piloté cette enquête - publiée en septembre 2025 - avec Ipsos et la start-up Teale. Parmi les effets les plus documentés, on note que 57% des étudiants

déclarent avoir des difficultés à suivre leurs cours dans de bonnes conditions en raison de la pression ou de la fatigue ; les étudiantes sont particulièrement exposées, 65% d'entre elles signalant une forte charge mentale liée aux études. Fait particulièrement alarmant : selon ce même baromètre, un étudiant sur trois envisage d'arrêter ses études pour des raisons de santé mentale. Un mal-être dont les causes peuvent être multiples : pression des examens et des notes, inquiétudes sur l'avenir professionnel, troubles du sommeil, consommation excessive d'écrans, isolement, discriminations, violences... Ainsi, près de deux étudiants sur cinq déclarent avoir subi au moins une forme de violence dans le cadre de leurs études, qu'il s'agisse de harcèlement ou de violences psychologiques. Un fait notable mais qu'il est important d'associer à une hausse des signalements et à une libération progressive de la parole.

### Un sujet de société

La problématique de santé mentale est donc devenue centrale pour les établissements d'enseignement supérieur mais, selon Dominique Monchablon, psychiatre à la clinique FSEF et présidente du réseau RESPECT en Île-de-France, l'erreur serait de la cantonner aux seuls campus. « Nous observons une continuité très claire entre des vulnérabilités non prises en charge dans l'enseignement supérieur et des décompensations à l'entrée dans la vie professionnelle. Une vulnérabilité non traitée devient pathologie installée », alerte-t-elle. Elle identifie plusieurs moments-clés de fragilité dans le parcours : l'entrée à l'université, la spécialisation en master, le premier stage et, surtout, la sortie des études, « pôle de vulnérabilité majeur » face à l'anxiété du marché du travail. Les doctorants constituent du reste un angle mort : hautement qualifiés mais proches de la réalité professionnelle, ils manifestent une forte demande de soutien et font l'objet d'un groupe de travail interuniversitaire en cours de création.

Pascale Thominet, responsable du service de santé étudiante de l'université Gustave Eiffel, ajoute une dimension souvent négligée : les séquelles durables du Covid sur les relations interpersonnelles. « Beaucoup d'étudiants arrivés à l'université ont traversé une période essentielle de leur socialisation à distance, sans interactions ordinaires, sans tous ces ajustements qui participent à la construction de chacun. Nous voyons davantage de jeunes qui se sont construits dans une forme de bulle et pour lesquels toute effraction de cette bulle peut être vécue comme une violence majeure », observe-t-elle. Enora Le Jeune, vice-présidente Solidarité et Santé de Nantes Université, partage cette lecture globale : « Nous ne pouvons pas limiter la santé mentale à la seule maladie psychique. Elle relève aussi du bien-être, de la capacité à faire face au stress, à la solitude, aux difficultés sociales ou académiques ». Et d'aller plus loin : « Nous parlons de plus en plus de pauvreté étudiante. Pour certains étudiants, il ne s'agit plus d'une difficulté passagère, mais d'une situation de pauvreté installée, avec des effets très lourds sur la santé, la réussite et le quotidien ». À Nantes, ce constat a donné lieu à des partenariats avec le Secours populaire, les Restos du cœur et des réservations de places en auberges de jeunesse pour les étudiants sans logement lors des pics de tension de rentrée.

### Des dispositifs qui se structurent

Face à cette réalité, les pouvoirs publics et les établissements multiplient les initiatives, avec des moyens toutefois très inégaux. À l'échelle nationale, le dispositif Santé Psy Étudiant - 12 séances gratuites chez un psychologue, sans avance de frais - a déjà permis d'accompagner 120 000 étudiants via 1 900 psychologues partenaires. La plateforme Cnaé (Coordination nationale d'accompagnement des étudiants), lancée en décembre 2023, offre quant à elle une écoute gratuite et confidentielle, accessible 24h/24.



## AU SOMMAIRE

Écoles de management

Écoles d'ingénieurs

Universités

Gros Plan

Retour sur la conférence inaugurale du salon de l'expérience étudiante

Entretien

Jean Mairese (ESIEE Paris)

Entretien

Elodie Binois (Convention Monde Académique de la CEC)

Tribune

Pourquoi l'enseignement supérieur entre dans une ère de consolidation

Gros Plan

Deux guides d'évaluation pour les établissements de l'enseignement supérieur privé

Focus

L'ISC Paris lance le Cercle des Entrepreneurs pour transformer l'envie d'entreprendre en projets concrets

## Projets réels, engagement reconnu

Les campus de demain sont aussi des lieux où les étudiants apprennent en faisant. Joël Cuny développe au cœur de son futur campus deux instituts - l'un dédié à la décarbonation, l'autre à l'intelligence artificielle - pour « *mettre les étudiants à la frontière de l'expérimentation, sur des cas réels, issus de situations d'entreprise éprouvées* ». Il cite en exemple l'association Passion BTP, qui a créé un référentiel d'évaluation de chantiers avec les enseignants et lancé un concours du meilleur chantier de France, fédérant près de 250 personnes lors du jury final. « *Ils ont en quelque sorte inversé la relation aux entreprises : là où les écoles peinent parfois à mobiliser les professionnels, eux parviennent à les fédérer par la qualité du projet* », souligne-t-il. La question de la valorisation de cet engagement fait l'objet d'une attention croissante. Pour Philippe Dépincé, « *nous devons valoriser ce que l'engagement produit comme montée en compétences, avec des dispositifs plus justes, plus lisibles et juridiquement solides* ». Caroline Roussel a, elle, introduit des crédits d'engagement : « *Ils ne remplacent pas les enseignements, mais peuvent être pris en compte en fin de cycle pour valoriser l'implication des étudiants* ».

## L'IA renforce le présentiel, pas l'inverse

Autre sujet abordé : l'essor de l'intelligence artificielle et son impact sur les campus. « *L'intelligence artificielle ne rend pas les campus obsolètes ; elle renforce leur nécessité. Nous devons apprendre à nos étudiants à utiliser ces outils, à développer leur autonomie, à vérifier leurs sources et à exercer leur pensée critique. C'est dans l'interaction que cet apprentissage prend sens* », affirme Stéphanie Lavigne. Le défi est architectural autant que pédagogique puisqu'il s'agit de construire pour trente ans dans un secteur où la technologie évolue tous les cinq à sept ans. Pour le relever, la réponse se dessine clairement : la modularité. « *Nous parlons de campus augmentés, capables d'intégrer des évolutions rapides sans remettre en cause l'ensemble* », résume la directrice générale de TBS Education. Et Delphine Manceau de conclure : un campus réussi, c'est « *un lieu qui donne envie de venir, de rester, de travailler, de se rencontrer. Un lieu flexible, protecteur et connecté à une ville et à un territoire, parce que la vie étudiante ne s'arrête pas à la porte d'un bâtiment* ».

## ENTRETIEN

## « Notre raison d'être, c'est de former d'excellents ingénieurs à partir de profils solides [et] motivés »

Jean Mairesse, directeur général de ESIEE Paris



Alors qu'il débute son second mandat à la tête de ESIEE Paris, Jean Mairesse revient, dans cet entretien, sur la transformation profonde de l'école depuis 2017 : changement de statut, nouvelle gouvernance, fusion, croissance des effectifs, essor de l'apprentissage et consolidation de la recherche. Désormais, l'enjeu n'est plus de changer d'échelle, mais de stabiliser le modèle, d'en assurer la soutenabilité économique et d'accélérer l'internationalisation, sans perdre l'ancrage territorial ni l'exigence d'ouverture sociale.

Jean Mairesse

## UN PREMIER MANDAT DE TRANSFORMATION

**Olivier Rollot :** Alors que vous repartez pour un second mandat, quel bilan tirez-vous du premier ? Quel « avant-après » retenez-vous ?

**Jean Mairesse :** La première évolution est institutionnelle. Lorsque j'ai pris la direction de l'école, en septembre 2017, l'établissement était une école de la Chambre de commerce et d'industrie Paris Île-de-France. Aujourd'hui, nous sommes une école sous double tutelle de la CCI et de l'Université Gustave Eiffel. Cette évolution institutionnelle a profondément changé notre cadre d'action.

Nous sommes également passés d'une gouvernance fondée sur un conseil d'établissement à avis consultatif à un conseil d'école doté des prérogatives d'un véritable conseil d'administration, donc décisionnaire. C'est une transformation majeure.

Dans le même temps, l'école a changé de dimension. Nous sommes passés de 1 800 à 3 000 élèves. Nous comptons 12 filières ; nous en avons désormais 21, dont 11 en apprentissage. Nous avons trois chaires d'entreprise ; nous en avons aujourd'hui 12. Quant à notre budget, il est passé de 25 à 35 millions d'euros. À l'époque, il comprenait 9 millions de dotation d'équilibre de la Chambre ; aujourd'hui, nous disposons de 6 millions de subventions pour charges de service public versées par le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Espace.

La recherche a elle aussi changé d'échelle. Le nombre de laboratoires en cotutelle avec le CNRS et l'Université Gustave Eiffel auxquels participent nos enseignants-chercheurs est passé de 2 à 5.

ciblera 500 enfants de 7 à 15 ans avec une approche combinant gaming éducatif et activité physique afin de lutter contre le surpoids. Le site comprend par ailleurs une brasserie, « Chez Mémé Gameuse », un lieu hybride qui associe cuisine, univers retro-gaming et jeux vidéo partagés.

## PRIX IRÈNE JOLIOT-CURIE



@MESRE/Philippe Devernay

Le 18 mars a eu lieu la remise des prix de la 24<sup>e</sup> édition du prix Irène Joliot-Curie, qui œuvre en faveur de la promotion des femmes dans l'univers des sciences, de la recherche et de la technologie. Depuis sa création, plus de 70 femmes scientifiques ont été récompensées, toutes disciplines confondues. S'ajoutent à la liste les lauréates de 2026 : Valentina Emiliani, directrice de recherche CNRS à l'Institut de la Vision – INSERM pour le Prix « Femme scientifique de l'année » ; Maïmouna Bocoum, chercheuse à l'ESPCI Paris PSL – Institut Langevin, Kristel Chanard, chargée de recherche à l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN) - Institut de physique du globe de Paris et Eva Maire, chercheuse à l'Institut de recherche pour le développement (IRD) - Laboratoire Biodiversité Marine et ses usages (MARBEC) ont reçu le prix « Jeune femme scientifique ». Le prix « Femme, recherche et entreprise » est revenu à Astrid Perlade, responsable de programme de recherche chez ArcelorMittal Global R&D et celui « spécial de l'engagement » à Marina Kvaskoff, directrice de recherche Inserm (CRCN), responsable du groupe de recherche « Épidémiologie de la Santé Gynécologique (EpiGyn).

## 13<sup>e</sup> ÉDITION DE « MA THÈSE EN 180 SECONDES »



Organisé par le CNRS et France Universités, le concours « Ma thèse en 180 secondes » (MT180) revient pour une 13<sup>e</sup> édition en 2026, avec plus de 50 événements organisés sur l'ensemble du territoire français. Le principe : des doctorantes et doctorants de toutes disciplines ont trois minutes chrono pour présenter leur sujet de thèse de manière accessible et ludique devant un jury et le grand public, qui décerne également son propre prix. Ils seront évalués selon trois critères : la qualité de la vulgarisation scientifique, la capacité à susciter la curiosité et scénique. Depuis sa création en 2014, près de 7 000 jeunes chercheurs ont été formés à cet exercice de médiation scientifique,

**UNE ECOLE UNIQUE DONT IL FAUT STABILISER LE MODELE**

**O. R :** Cette transformation s'est aussi appuyée sur une fusion.

**J. M :** Le second grand événement qui a structuré mon premier mandat a été la fusion avec l'ESIPE, l'école d'ingénieurs interne de l'université, réalisée en deux étapes : approbation des tutelles en janvier 2023, puis accréditation de la Commission des titres d'ingénieur (CTI) sur le nouveau périmètre à compter de septembre 2024.

Ce bilan ne serait pas complet sans mentionner l'implication très forte de l'ensemble des équipes. Rien de cela n'aurait été possible sans l'engagement du corps professoral, des équipes administratives et techniques. Cette transformation est profondément collective.

**O. R :** Quels sont les grands axes de votre second mandat ?

**J. M :** Le premier mot qui va le définir, c'est la stabilisation. Nous avons mené des transformations de fond très importantes, mais nous sommes encore dans une phase de consolidation, notamment après la fusion. Une fusion ne produit pas tous ses effets en quelques mois. Il reste un travail considérable à mener à terme.

Nous avons totalement refondu les maquettes pédagogiques. Nous mettons en place un semestre entièrement en anglais pour l'ensemble des filières. Nous avons aussi engagé une réorganisation des équipes administratives et pédagogiques. Tout cela est en cours et doit maintenant entrer dans une phase de pérennisation.

Nous avons résumé cet objectif par une formule simple : « faire école ». Nous ne voulions pas d'une fusion de façade, avec un nom unique, un logo unique, mais des pratiques inchangées. Nous voulions une seule école, avec des fonctionnements harmonisés, en retenant le meilleur des deux cultures d'origine, qui étaient très différentes dans leurs habitudes, leurs rythmes et jusqu'à leurs réflexes institutionnels.

**O. R :** Il s'agit donc d'une école unique, même si elle fonctionne encore sur deux implantations ?

**J. M :** Le modèle, c'est deux bâtiments, très proches, mais une seule école et un diplôme unique. À une exception près : la filière IMAC, à l'interface entre art et science, qui conserve un diplôme distinct en raison de son recrutement et de son fonctionnement spécifique.

**UN MODÈLE DE CROISSANCE MAÎTRISÉ**

**O. R :** La croissance des effectifs se poursuit-elle ?

**J. M :** Nous ne visons pas une nouvelle augmentation des effectifs. Nous avons déjà beaucoup grandi. Le sujet, désormais, c'est la stabilisation du nombre d'étudiants. L'objectif est une hausse raisonnée de la sélectivité sans augmentation d'effectifs.

Notre raison d'être, c'est de former d'excellents ingénieurs à partir de profils solides, motivés, mais qui ne sont pas nécessairement tous des premiers de la classe. Nous voulons conserver cet équilibre. L'école est exigeante, mais elle reste fidèle à une mission d'ascension sociale.

Nous sommes aussi une école au service de notre territoire. En postbac, 56% de nos élèves viennent des trois départements limitrophes, et 86% d'Île-de-France. Cela dit quelque chose de notre rôle. Nous accueillons des jeunes qui n'auraient pas tous spontanément poussé les portes des écoles les plus sélectives, et nous les accompagnons jusqu'au diplôme d'ingénieur.

**O. R :** Vous ne prévoyez pas d'ouvrir un bachelor ?

**J. M :** Il n'y a pas de bachelor propre à ESIEE Paris dans nos projets de développement. En revanche, nous réfléchissons à un bachelor avec Grenoble École de Management (GEM) qui en serait le porteur principal, avec un objectif de lancement en septembre 2027.

Ce choix s'explique pour deux raisons principales. D'abord, Grenoble École de Management est une école de management historiquement très orientée vers les technologies et le management de l'innovation. Ensuite, cette école a récemment lancé un nouveau campus à Pantin. Or, Pantin est situé en Seine-Saint-Denis, donc relativement proche d'ESIEE Paris, et ça le sera encore davantage avec les nouvelles lignes du Grand Paris.

Mais notre partenariat comporte en réalité deux volets. Le premier est un dispositif de double diplôme. Les élèves de ESIEE Paris pourront dès l'année prochaine effectuer une année supplémentaire à Grenoble École de Management afin d'obtenir, au final, un double diplôme ESIEE Paris - programme grande école de GEM. Pour une année supplémentaire, les étudiants obtiennent un PGE : c'est donc une proposition assez attractive. Ce dispositif sera accessible dès cette année aux étudiants en dernière année de l'école.

**APPRENTISSAGE, FRAIS DE SCOLARITÉ, RÉSILIENCE ÉCONOMIQUE**

**O. R :** Vous parlez de stabilisation, cela se traduit-il aussi dans votre modèle économique ?

**J. M :** L'un des grands sujets du second mandat, c'est la stabilisation du modèle économique. Et cette stabilisation suppose une diversification maîtrisée des flux de recettes. Cela veut dire qu'il faut à la fois consolider le fonctionnement et développer certains leviers.

Notre modèle est atypique : il repose à 85 % sur des ressources propres et à 15 % sur des subventions. Les deux grands piliers de ces ressources propres sont l'apprentissage et les frais de scolarité des élèves sous statut étudiant.

Nos frais de scolarité se situent aux alentours de 8 500 euros. Cela nous place parmi les écoles publiques les plus chères, mais parmi les écoles privées ou consulaires les moins onéreuses. Ce

développant au passage des compétences en communication et prise de parole en public. Le calendrier de cette édition prévoit des finales locales jusqu'à début avril, suivies de quatorze finales régionales de mi-mars à fin avril, qui désigneront les 22 finalistes nationaux. La grande finale se tiendra le 28 mai 2026 au Théâtre Sébastopol de Lille.

## ASSISES DE LA RECHERCHE PARTENARIALE : PUBLICATION DES ACTES



Organisées le 2 décembre 2025 par l'ANRT (association nationale recherche technologie) en partenariat avec le MEDEF, les Assises de la recherche partenariale ont réuni 400 représentants de la recherche académique et privée avec un objectif clair : porter l'effort national de R&D à 3% du PIB d'ici 2032. Les actes, publiés le 20 mars, restituent l'ensemble des analyses et perspectives d'action formulées lors de cet événement. Les participants ont ainsi réaffirmé le rôle stratégique de la recherche partenariale pour la compétitivité, la souveraineté technologique et la capacité d'innovation des entreprises, tout en pointant une fragilité structurelle persistante : la faiblesse de la R&D privée et un passage à l'échelle trop souvent bloqué au stade des preuves de concept, sans aller jusqu'à l'industrialisation. Sur le plan de la gouvernance, les acteurs appellent à stabiliser et à simplifier les dispositifs existants plutôt qu'à en créer de nouveaux, et à fluidifier les partenariats public-privé, notamment via une simplification des règles de propriété intellectuelle, bénéfique en particulier pour les PME et les start-ups. Les comparaisons internationales (États-Unis, Suisse, Allemagne, Corée du Sud, Chine) confirment que les écosystèmes les plus performants misent sur une forte porosité entre monde académique et industrie, une gouvernance stable et des mobilités facilitées. Un risque majeur est enfin souligné : la crise des vocations scientifiques et la précarité des débuts de carrière menacent directement la capacité du pays à tenir ses ambitions en matière de R&D.

positionnement nous donne une certaine résilience face aux aléas extérieurs, à condition de maintenir l'attractivité de l'école.

**O. R :** Dans un contexte qu'on sait plus difficile pour son développement avec la baisse des subventions aux entreprises, l'apprentissage joue-t-il un rôle central à ESIEE Paris ?

**J. M :** Tout à fait. Nous avons aujourd'hui 1 200 apprentis sur 2 400 élèves en cycle ingénieur, soit 50 % des effectifs. Cela fait de l'école la première école mono-site pour l'apprentissage. D'autres établissements ont davantage d'apprentis, mais répartis sur de nombreux campus.

À ce stade, le recrutement d'apprentis se tient au niveau attendu. Mais nous restons très vigilants. Nous anticipons un double effet : la baisse des financements de l'apprentissage et les incertitudes économiques. Dans ce contexte, notre enjeu est clair : faire partie des établissements identifiés comme des acteurs majeurs de l'apprentissage, vers lesquels les entreprises continueront naturellement de se tourner.

**O. R :** La recherche peut-elle contribuer à équilibrer le modèle économique de l'école ?

**J. M :** Les contrats de recherche contribuent à financer la recherche, et c'est déjà très bien. Nous réalisons autour de 3 millions d'euros de contrats de recherche par an, avec des variations selon les exercices. Nous sommes très actifs en informatique, en électronique, sur les capteurs, les salles blanches, mais aussi en management et humanités.

En revanche, nous ne construisons pas notre modèle économique sur les contrats de recherche. Ce sont des ressources affectées à l'activité qu'elles génèrent. Le cœur du modèle économique reste ailleurs.

**O. R :** Comment maintenir une ouverture sociale avec des frais de scolarité à ce niveau ?

**J. M :** C'est une question essentielle. Notre implantation en Seine-et-Marne et en Seine-Saint-Denis nous place face à des réalités sociales très concrètes. Nous devons être capables d'accueillir ces publics.

Cela passe d'abord par l'apprentissage, qui permet aux élèves de suivre la scolarité sans frais. Cela passe aussi par un dispositif important de bourses internes, sur critères sociaux, cumulables avec les bourses de l'État. Nous y consacrons environ 750 000 euros par an.

Aujourd'hui, autour de 25 % de nos élèves sous statut étudiant sont boursiers. C'est un axe important, cohérent avec notre identité.

#### GOVERNANCE : UN MODÈLE UNIQUE

**O. R :** Vous insistez souvent sur le caractère singulier de votre gouvernance. En quoi est-elle si particulière ?

**J. M :** Sans emphase excessive, nous pouvons dire qu'elle est unique en France dans le paysage des écoles d'ingénieurs. Notre conseil d'école exerce les fonctions d'un conseil d'administration de plein exercice. Il repose sur un équilibre entre les deux tutelles, la Chambre de commerce Paris Île-de-France et l'Université Gustave Eiffel.

La CCI reste très présente. Elle est la tutelle historique, elle demeure propriétaire de la marque, elle désigne neuf membres sur les vingt-quatre du conseil, et le président du conseil d'école doit être choisi parmi les personnalités qu'elle nomme.

Dans le même temps, l'école est pleinement intégrée à l'Université Gustave Eiffel. Nous n'avons pas de personnalité juridique propre : la personnalité morale est celle de l'université. Notre budget constitue une unité budgétaire identifiée au sein de l'établissement, avec ses ressources, ses charges et sa masse salariale.

Cette gouvernance permet de croiser des regards complémentaires : un ancrage académique et scientifique d'un côté, une vision économique et entrepreneuriale de l'autre. Cette double appartenance est une force.

#### CLASSEMENTS, PARTENARIATS ET INTERNATIONALISATION

**O. R :** ESIEE Paris obtient de très bons résultats dans les classements des écoles d'ingénieurs. Est-ce un axe de travail structuré ?

**J. M :** Il y a d'abord un travail très rigoureux de collecte, de consolidation et de remontée des données. Ce travail est méthodique et demande de la constance. Ensuite, nous regardons les classements avec du recul.

Ce qui nous paraît le plus pertinent, c'est de les lire dans la durée, et non à travers les variations d'une année sur l'autre. Les critères évoluent, les méthodologies changent, certains palmarès cherchent à créer des écarts visibles d'une édition à l'autre.

Les classements peuvent jouer un rôle utile : ils servent parfois d'aiguillon. Lorsqu'ils valorisent des dimensions que nous voulons de toute façon renforcer, comme la transition écologique ou l'ouverture sociale, ils peuvent nous inciter à accélérer des évolutions déjà engagées.

**O. R :** L'international fait-il partie des priorités du mandat ?

**J. M :** Pas sous la forme d'une course aux effectifs internationaux. Nous ne fondons pas notre stratégie ni notre modèle économique sur ce levier. En revanche, nous voulons renforcer l'internationalisation de l'expérience étudiante. Cela passe par la mobilité sortante, bien sûr. Cela suppose aussi de pouvoir accueillir davantage d'étudiants internationaux pour des séjours d'un semestre ou plus. C'est précisément pour cela que nous avons lancé un semestre entièrement en anglais dans chaque filière.

Nous avons aussi un projet structurant au Sénégal avec BEM Africa, à Dakar. L'idée est d'accueillir,

## PARCOURSUP A-T-IL DE L'AVENIR ?

À un an des élections présidentielles, Parcoursup est devenu un sujet politique. Sous le feu des critiques d'élus de tous bords, la plateforme pourrait même disparaître. Une proposition de loi a été déposée dans ce sens par le parti d'Eric Ciotti. LFI et le Rassemblement national sont également favorables à sa disparition quand d'autres prônent de la réformer en profondeur. Ainsi, des sénateurs communistes ont également déposé une proposition de loi pour lutter contre les effets discriminatoires de la plateforme, notamment en rendant plus visibles les critères et les modalités de sélection. Dans un récent rapport, rédigé par deux députés, une cinquantaine de propositions ont été énoncées : supprimer les lettres de motivation, adapter Parcoursup aux smartphones, etc. Un débat qui en appelle un autre sur la réforme du lycée et ses effets sur l'orientation. L'absence de maths en terminale ferme la porte de certaines classes préparatoires, par exemple.

## LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

# 1,5 milliard d'euros

C'est le montant que les collectivités territoriales ont consacré à l'enseignement supérieur et à la recherche en 2024, soit 74 millions de plus qu'en 2023, selon une étude du service statistique du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Espace. Un budget qui concerne le financement de la recherche et du transfert de technologie, qui représente 49% des dépenses, et celui de l'enseignement supérieur et de la vie étudiante.

## D'AUTRES FORMATIONS, D'AUTRES INFORMATIONS

- 16,3% des emplois publics et privés seront en danger en France en raison de l'utilisation à grande échelle de l'intelligence artificielle par les entreprises. C'est l'un des enseignements d'une étude menée par deux économistes de Coface et de l'Observatoire des emplois menacés et émergents, relayée par [Les Échos](#).
- « [Des trumpistes à l'assaut du Capitole !](#) » : à l'École alsacienne, la succession du directeur vire au chaos général. (Les Echos)
- « [L'IA, c'est le nouvel anglais](#) » : le Wagon, une fabrique accélérée de talents de la data. (Le Monde)
- « [C'est ici qu'a été inventé le mot ordinateur](#) » : à l'ENS Ulm, l'une des écoles les plus prestigieuses de France. (Le Figaro étudiant)

dans la limite d'une quinzaine par an, des étudiants ayant effectué un premier cycle préparatoire scientifique chez notre partenaire avant de rejoindre ensuite notre cycle ingénieur.

**O. R :** Vous travaillez aussi sur l'internationalisation « à domicile ».

**J. M :** Nous développons des formats de type COIL, pour Collaborative Online International Learning. Ce sont des dispositifs qui permettent à nos étudiants de travailler à distance, en projet, avec des étudiants d'universités partenaires à l'étranger.

C'est une manière très intéressante de créer de la réciprocité, de favoriser l'échange interculturel, de pratiquer l'anglais autrement et d'installer une forme de multiculturalité dans le quotidien même de l'école.

**IA, PÉDAGOGIE ET FORMATION DES INGÉNIEURS**

**O. R :** L'intelligence artificielle s'impose désormais partout. Quelle est votre ligne sur ce sujet ?

**J. M :** Notre objectif est clair : ne pas être suiveurs, mais être leaders. L'IA change ce que nous devons enseigner, la manière dont nous l'enseignons et les compétences attendues par les entreprises. Nous devons la prendre en compte à tous les niveaux.

Nous avons d'ailleurs structuré le socle commun de nos 21 filières autour de deux grandes transitions : la transition numérique et la transition environnementale. L'IA en fait naturellement partie. Ce socle commun existe pour tous, mais ses cas d'usage et son calendrier diffèrent selon les spécialités. Dans certaines filières, le sujet intervient très tôt ; dans d'autres, plus tard, lorsque les fondamentaux disciplinaires sont suffisamment maîtrisés.

Nous avons également recruté, dans le cadre d'une chaire de professeur junior, un enseignant-chercheur au profil très original, à la croisée de l'informatique, des sciences de l'éducation et de la sociologie, pour travailler sur l'impact de l'intelligence artificielle générative dans l'enseignement supérieur.

**O. R :** Avec quelle question de fond ?

**J. M :** Avec une interrogation majeure : celle de la fracture numérique. L'hypothèse est simple. Une minorité d'étudiants pourrait devenir beaucoup plus performante parce qu'elle disposerait à la fois d'un socle solide de compétences et d'une bonne maîtrise de l'IA. À l'inverse, une majorité pourrait utiliser l'IA comme substitut à ce socle, avec à la clé une déqualification.

Pour une école d'ingénieurs, l'objectif est évident : faire en sorte que tous nos diplômés appartiennent au premier groupe. L'IA doit venir en plus des connaissances et des compétences, jamais à leur place.

**O. R :** Comment cela se traduit-il pour les métiers de l'informatique ?

**J. M :** Nous aurons encore davantage besoin de véritables informaticiens, capables de poser un problème complexe, de le découper, de choisir les bonnes structures de données, de piloter des outils spécialisés, d'architecturer une solution, et de contrôler la qualité du résultat. Autrement dit, nous formerons en école d'ingénieurs des professionnels capables de manager l'intelligence artificielle avec un haut niveau de maîtrise technique. C'est à cette condition que nous continuerons à former les ingénieurs dont les entreprises et la société ont besoin.

## FOCUS

# L'ISC Paris lance le Cercle des Entrepreneurs pour transformer l'envie d'entreprendre en projets concrets



**Les chiffres sont éloquentes.** Selon une enquête menée par l'ISC Paris en 2024 auprès des 18-24 ans, 28% des jeunes considèrent désormais la création d'entreprise ou le statut d'indépendant comme un objectif majeur, contre 24% en 2022. Une progression qui confirme un tournant : l'entrepreneuriat n'est plus une voie de niche, mais une aspiration centrale d'une partie croissante des étudiants. C'est dans ce contexte que l'ISC Paris, école de management implantée à Paris et Orléans, a créé ce nouveau cadre d'accompagnement, dans la continuité de son Master Business Development & Entrepreneuriat ouvert en 2023.

**Quatre piliers, un an d'accompagnement.** Le Cercle des Entrepreneurs repose sur quatre dimensions complémentaires : un mentorat individuel avec des experts reconnus, notamment assuré par Alain Bloch, professeur émérite en entrepreneuriat ; des sessions collectives avec des entrepreneurs, dirigeants et alumni ; des événements réguliers (conférences, ateliers, workshops) sur des enjeux clés comme le financement ou la structuration juridique ; l'accès au réseau des 22 000 alumni de l'école, comprenant notamment des mises en relation envisagées avec des Business Angels et investisseurs. Le programme s'étend sur une année académique complète, avec un suivi structuré autour de séances régulières de mentorat et de points d'étape stratégiques.

## REVUE DE PRESSE INTERNATIONALE

Chaque semaine nous scrutons pour vous l'actualité internationale dans les principaux médias consacrés à l'enseignement supérieur : Times Higher Education, The Chronicle of Higher Education, HigherEd Dive, University World News... mais aussi de la presse généraliste française et internationale quand cela concerne l'enseignement supérieur.

### Etats-Unis

- [L'administration Trump attaque Harvard en justice et dénonce un « climat antisémite » sur fond de manifestations pro-palestiniennes.](#) (Le Monde)
- [Des Américains étudiant en France témoignent de l'impact de l'actualité de leur pays sur leur parcours.](#) (Le Monde)
- [US leads worldwide decline in academic freedom](#) (report). (University World News)

### Inde

- [State of working India 2026.](#) (Azim Premji University)

### Chine

- [Témoignage d'un étudiant américain ayant étudié en Chine.](#) (Business Insider)
- [US non longer a top-three destination for China's students.](#) (University World News)

### Danemark

- [University chairs call for more international students.](#) (University World News)

### Japon

- [Private universities urged to think ahead of enrolment drop.](#) (University World News)

## AGENDA

**4 et 5 juin :** Le 50<sup>e</sup> anniversaire de la Cdefi sera célébré à l'occasion d'un colloque à Metz, placé sous le thème de l'attractivité.

**18 et 19 juin :** La Paris School of Economics accueillera le quatrième [PSE-CEPR Policy Forum](#). Organisé conjointement avec le Centre for Economic Policy Research (CEPR), ce forum a pour objectif de « discuter des questions émergentes cruciales entre chercheurs et décideurs politiques de premier plan, et de toucher un large public comprenant des représentants du gouvernement et des législateurs, les médias et le monde universitaire ». Le forum 2026 s'intitulera : La mondialisation à la croisée des chemins.

**21 et 22 novembre :** 200 personnalités du monde économique, politique, scientifique et culturel, seront réunies à La Sorbonne et au Collège de France à l'occasion des 50 débats de la [Cité de la Réussite](#) qui auront pour thème central : **LA RESPONSABILITÉ.**

